

# En RDC, Kabila s'accroche au pouvoir et réprime

Le pays a basculé dans la violence alors que la date de la présidentielle n'a toujours pas été fixée

**E**n République démocratique du Congo (RDC), un angoissant compte à rebours est enclenché, menaçant de replonger le géant d'Afrique centrale dans une nouvelle période d'instabilité. Ces inquiétudes se fondent sur deux inconnues : quand aura lieu l'élection présidentielle, théoriquement prévue le 27 novembre, mais dont le report est d'ores et déjà acquis ? Que fera Joseph Kabila, le chef de l'Etat, le 19 décembre au soir, lorsque son deuxième et dernier mandat aura officiellement expiré ?

Les manifestations lancées à l'appel des principaux partis d'opposition, qui n'entendent offrir aucun délai supplémentaire au président sortant, démontrent que la rue congolaise demeure hautement inflammable. Organisées dans plusieurs villes du pays, lundi 19 septembre, date à laquelle aurait dû être convoqué le corps électoral, elles se sont soldées dans la capitale par des violences meurtrières. A Kinshasa, aux pierres et à la colère des contestataires qui ont immolé un policier par le feu, incendié une permanence du parti au pouvoir, cassé des magasins et quelques véhicules, policiers et soldats de la garde républicaine ont répondu par des tirs de gaz lacrymogène et à balles réelles.

## « Exactions »

Le ministre de l'intérieur, Evariste Boshab, a dénoncé « un mouvement insurrectionnel ». Selon son bilan « provisoire », donné lundi en milieu d'après-midi, les heurts dans la capitale ont fait 17 morts, 3 policiers et 14 civils « parmi les pillards ». L'opposition, dont cinq permanences appartenant à différents partis ont été détruites dans la nuit de lundi à mardi, faisait état, mardi après-midi, d'un bilan de « plus ou moins 80 morts », d'après Bruno Tshibala, le porte-parole de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS). L'ONG Human Rights Watch évoque quant à elle « au moins 37 personnes tuées par les forces de sécurité ».

Des opposants ainsi que la corresponsante de RFI et un photographe de l'Agence France-Presse ont été violemment interpellés en marge des manifestations. Mardi, le Rassemblement, principale pla-

te-forme de l'opposition, a appelé à poursuivre la mobilisation en vue d'obtenir le départ de Joseph Kabila. Kinshasa était quadrillée par les forces de l'ordre. Des tirs étaient entendus et des violences signalées dans plusieurs quartiers de la capitale où les écoles et la majeure partie des commerces sont restés fermés. A Ndjili, près de l'aéroport, un cadre de l'UDPS raconte que des affrontements à l'arme automatique ont éclaté entre la garde républicaine et des « jeunes » ayant subtilisé la veille des fusils aux policiers.

Cette escalade inquiète les chancelleries occidentales. L'ONU, l'Union européenne (UE), la Belgique, le Royaume-Uni, la France et les Etats-Unis ont fait état de leur préoccupation. Des menaces de sanctions ciblées – gel des avoirs et interdiction de voyager – planent sur des personnalités du régime après celles adoptées en juin par Washington contre le chef de la police de Kinshasa.

Alors que l'UE avait envoyé une première salve sur le régime Kabila lundi, considérant que « ces violences font suite à la non-convocation de l'élection présidentielle dans les délais constitutionnels », François Hollande a appuyé la charge depuis le siège des Nations unies, qualifiant les violences d'« inadmissibles » et dénon-

çant « des exactions venant de l'Etat congolais lui-même. » Pour le président français, « la Constitution doit être respectée, les élections doivent se tenir. »

## « Nouvelles manifestations »

Côté américain, le ton est aussi ferme. Tom Perriello, l'envoyé spécial de Washington pour la région des Grands Lacs, qui a été verbalement agressé dimanche à l'aéroport de Kinshasa par des membres de la mouvance présidentielle, estime que « cette crise était tout à fait évitable. Si le gouvernement avait respecté ses obligations constitutionnelles d'organiser l'élection présidentielle, on ne serait pas dans cette crise aujourd'hui. Et si le gouvernement avait réussi à créer un consensus populaire autour d'un

## L'opposition fait état d'un bilan de

## « plus ou moins 80 morts »

*compromis, on aurait pu éviter les heurts d'hier et d'aujourd'hui. »*

Reste que les pressions diplomatiques n'ont jusque-là produit aucun effet majeur. Joseph Kabila, suspecté de vouloir conserver le pouvoir bien au-delà du 20 décembre, demeure maître de son calendrier. En mai, la Cour constitutionnelle lui a offert le droit de se maintenir « jusqu'à l'installation du nouveau président élu ». L'un de ses principaux opposants, Moïse Katumbi, a été

contraint à un exil qui ne dit pas son nom.

Dans ce contexte de tension grandissante, le « dialogue politique » qui, à l'initiative des autorités congolaises, réunit depuis début septembre délégués du pouvoir et d'une minorité de l'opposition, a bien du mal à trouver son épilogue. Pour l'heure, les 280 participants sont parvenus à un accord sur la révision complète du fichier électoral et sur un couplage des élections présidentielle, législatives et provinciales le même jour. Lequel ? La question demeure en suspens. La majorité présidentielle avait proposé un report de deux ans, soit un vote au 28 novembre 2018, mais celui-ci a été rejeté. Quoi qu'il en soit, Joseph Kabila a déjà fait admettre l'inélect-

abilité du « glissement » du calendrier électoral auprès d'une partie de l'opposition qui, selon ses détracteurs, n'est intéressée que par l'idée d'obtenir « une part du gâteau » en entrant dans un gouvernement d'union nationale.

« Le vrai dialogue est désormais dans la rue. Pour obtenir des concessions des autorités, l'opposition sait qu'elle doit organiser de nouvelles manifestations, même si malheureusement cela mène à de nouvelles violences », analyse Jaon Stearns, un ex-responsable du groupe d'experts de l'ONU, qui dirige désormais le Groupe d'étude sur le Congo. De son côté, Joseph Kabila dispose des moyens de la répression. Il n'a jamais hésité à s'en servir. ■

CYRIL BENSIMON

